

INTRODUCTION

La constitution et l'entretien permanent du RGE posent des problèmes spécifiques en zones urbaines denses, d'une part de définition de son contenu dans la mesure où l'amélioration de la précision pourrait s'accompagner d'un enrichissement, et d'autre part d'organisation, liés à la multiplicité des intervenants recueillant et gérant de l'information géographique.

Pour ces raisons, et conformément à la décision interministérielle du 19 février 2001, le Ministère de l'Équipement a demandé au CNIG d'étudier, dans le cadre d'un groupe de travail regroupant producteurs et utilisateurs, les spécifications du référentiel en zones urbaines denses et de proposer l'organisation nécessaire à sa constitution et son entretien.

Le président du groupe de travail, Jean François Copé, maire de Meaux, a remis ses conclusions au président du CNIG par lettre du 21 février 2002. Le rapport a été ensuite envoyé aux commanditaires du ministère de l'équipement des transports et du logement, à savoir le directeur de la recherche et des affaires scientifiques et techniques, le directeur du personnel et des services et de la modernisation et le directeur de cabinet du ministre.

Le conseil national de l'information géographique, lors de sa réunion plénière du 15 mai 2002 adresse ses plus vives félicitations au président, aux animateurs et aux membres du groupe de travail pour la qualité du rapport fourni.

Recommandations adoptées par le Conseil le 15 mai 2002

Le Conseil national de l'information géographique, vus

- o le rapport du groupe de travail référentiel aux grandes échelles en zones urbaines denses daté de février 2002,
- o la lettre de transmission du président Jean François Copé,
- o les conclusions de la commission des référentiels en date du 22 avril 2004
- o les débats lors de sa séance plénière du 15 mai 2002

recommande au ministère de l'équipement, des transports et du logement et aux collectivités territoriales, chacun pour ce qui le concerne, la mise en œuvre des conclusions du groupe de travail RGE en zones urbaines denses, rappelées en annexe, et propose les orientations suivantes :

1. Orientations de portée générale

- Vu leur rôle central, comme maître d'ouvrage, producteur et utilisateur du RGE en zones urbaines denses, les collectivités territoriales doivent être associées à l'État comme « commanditaires » du RGE sur leur territoire de responsabilité. Il importe dans ce cadre que le CNIG au travers des CDIG sensibilise les élus et les directeurs des services techniques du caractère stratégique du RGE en particulier et de la géomatique en général pour les collectivités territoriales.
- Compte tenu des éléments du RGE qui existent déjà totalement ou partiellement dans les collectivités territoriales, il est recommandé à l'IGN de prévoir l'intégration des données disponibles auprès des collectivités territoriales et qui répondent aux spécifications ou sont facilement adaptable à ces spécifications. La relation contractuelle entre l'IGN et ses partenaires territoriaux devra tenir compte des contraintes techniques de la collectivité locale et préciser les conditions techniques, financières et légales dans lesquelles les données initiales et les mises à jour pourront être échangées entre les deux partenaires.
- Compte tenu de l'importance de se prononcer en termes de priorité des composantes du RGE en fonction des financements qui peuvent être mobilisés, le CNIG recommande que l'IGN fournisse d'ici la fin de l'année 2002 une analyse des besoins en financement détaillés par composantes (orthophotographique, topographique, parcellaire, adresse, zonages réglementaires) et par zones géographiques (zones urbaines denses, zone agglomérée, zone littorale, reste de la France, y compris les DOM). Cette analyse des besoins en financement doit couvrir les coûts générés par la production de données nouvelles, l'acquisition et l'intégration de données existantes et l'entretien du RGE en zones urbaines denses

2. Orientations sur le RGE en zones urbaines dense

- Les besoins en zones urbaines denses relevant de la composantes parcellaires imposent que les données du plan cadastral soient disponibles en mode vecteur. Le CNIG recommande donc que, au moins en zones urbaines, des conventions de numérisation du plan cadastral soient passées entre les collectivités locales concernées et la direction général des impôts.

- Il est recommandé que les compléments de travaux à réaliser soient menés sous la « maîtrise d'ouvrage » du CNIG par les « maîtres d'œuvre » suivants avec leurs propres financements :

- l'IGN pour l'analyse des besoins en référentiel à grand échelle et des spécifications qui en découlent au-delà des zones urbaines denses dans les zones agglomérées, en incluant une analyse permettant d'affiner les extensions géographiques de ces zonages,
- l'IGN pour la réflexion sur les besoins de données en trois dimensions et les spécifications qui en découlent (notamment concernant le bâti) et sur le concept de modèle numérique d'élévation en zones urbaines denses, en incluant les aspects de zones à couvrir et de précision, une réflexion complémentaire sur les besoins de composante image à différentes précisions (et de MNE) et les territoires correspondants à couvrir sera également menée,¹
- Le service du cadastre et l'IGN pour l'établissement du complément de spécifications techniques de la nomenclature de données échangées liées aux plans minute de conservation du cadastre, tenant compte des spécifications du RGE,
- L'AITF, l'INSEE, les services déconcentrés de l'État, le service du cadastre et l'IGN sur les modalités de mise en cohérence géométrique des zonages infra-communaux avec les composantes topographiques et parcellaire du RGE.
- L'IGN pour l'évaluation du besoin complet en financement, détaillé par composantes, pour la réalisation du RGE en zones urbaines denses, chaque proposition de spécifications techniques des composantes devraient être assorties des indications sur les coûts de constitution, la liste des principaux usages et des niveaux de priorités à leur attribuer.

- Il est recommandé que le groupe juridique de la commission du développement prépare un document de clarification des concepts juridiques liés au RGE en zones urbaines denses. Les conditions d'utilisation de ce référentiel notamment par le secteur privé et sa déclinaison en produits à valeur ajoutée, notamment 3D, devront être clarifiées.

Orientations sur les levés de corps de rue simplifiés

- Les zones où un levé de corps de rue simplifié se justifie ne se limitent pas aux territoires définis dans le rapport. Elles concernent de fait toutes les zones de bâti dense y compris dans les centres de bourg. Ces levés cependant doivent être d'initiative locale (collectivités territoriales et leurs partenaires locaux notamment concessionnaires et opérateurs de réseaux) et ne doivent pas être financés par les financements réservés au RGE. La sous-traitance de travaux de levé de corps de rue simplifié (souvent appelés travaux topographiques dans les villes) nécessite, pour que sa qualité soit assurée, l'existence de bonnes compétences dans la structure publique pour évaluer le besoin, rédiger les cahiers des charges et contrôler la qualité du service fait. Le service topographie de la collectivité locale assurera également le maintien et le déploiement éventuel d'un canevas pour le rattachement de ces levés de corps de rue simplifié.

-Il est demandé que sous la maîtrise d'ouvrage du CNIG, l'AITF, l'OGE, les gestionnaires de réseaux et le METL établissent les spécifications type des levés de corps de rue simplifié avec l'appui méthodologique de l'IGN pour les aspects de canevas et de RGP principalement.

¹ La réflexion à mener porte sur la complémentarité entre l'orthophotographie sur les unités urbaines et les MNE sur les centre-villes. Les unités urbaines peuvent facilement être transformées en agglomérations au sens politique local, et les MNE seraient réalisés sur des territoires très précis et réduits (la composante topographique fournit déjà du bâti 3D)

ANNEXE : RAPPEL DES CONCLUSIONS DU GROUPE DE TRAVAIL RGE EN ZONES URBAINES DENSES

Le référentiel aux grandes échelles en zones urbaines denses se construit à partir des composantes du RGE standard, dont plusieurs sont enrichies ou améliorées :

- composante image : elle comprend, en plus de l'orthophotographie départementale couleur pixel 50 cm, une orthophotographie couleur à haute résolution pixel de l'ordre de 12,5 cm, précision de l'ordre de 25 cm, qui couvrira des territoires continus englobant les zones urbaines appartenant à des unités urbaines dont la ville-centre a plus de 30 000 hab. et dont la densité est proche de celle de la ville-centre. Il est noté, dans les agglomérations au-delà de la zones urbaines denses, le besoin d'une orthophotographie de pixel de l'ordre de 25 cm,
- composante parcellaire : elle comprend le parcellaire et le bâti, et doit être au format vecteur. Cette qualité nécessite, pour l'instant, de passer des conventions avec la DGI, cette solution étant la seule, actuellement, pour disposer des mises à jour du cadastre vecteur. Sa précision sera celle de la feuille, typiquement décimétrique. Dans un premier temps, il est convenu que certaines zones urbaines denses ne seront couvertes que par la composante parcellaire standard du RGE, de type raster,
- composante topographique : les éléments topographiques du RGE standard sont conservés, ainsi que l'altimétrie disponible ; des éléments décrivant la voirie – bordures de trottoirs, îlots – et provenant des plans minute de conservation du cadastre (précision décimétrique) pourront être intégrés ; leur couverture n'est pas exhaustive, mais fonction du contenu des planches cadastrales, leur mise à jour non régulière,
- composante adresse : la composante adresse du RGE standard, comprenant les noms de voies et les numéros d'adresses postales aux carrefours rattachés au filaire des voies, est enrichie par la localisation des plaques portant les numéros des adresses postales (à confirmer par le GT Adresse),
- composante « limites et zonages » : les limites de communes et les divisions cadastrales seront issues de l'élaboration de la composante parcellaire (mode raster) ou sont numérisées dans le cadre des conventions DGI – Collectivités territoriales (mode vecteur) ; elles auront donc une géométrie en accord avec la composante parcellaire. La géométrie des îlots IRIS 2000 doit être recalée sur la composante parcellaire.

En complément à ce RGE sur les zones urbaines denses, un levé de corps de rue simplifié pourra être réalisé sur le domaine public apparent de la voirie sur l'initiative des collectivités territoriales. Il fournira essentiellement, à une précision de quelques centimètres, les façades des bâtiments sur les voies et bordures de trottoirs principalement.

La responsabilité de l'intégration des données entrant dans les différentes composantes du RGE en zones urbaines denses a été confiée à l'IGN ; la responsabilité de la production des différentes composantes du RGE en zones urbaines denses, tel que proposé, est partagée entre l'IGN et les collectivités territoriales :

- composantes du RGE standard : IGN,
- orthophotographie haute résolution : collectivités territoriales et l'IGN,
- composante parcellaire vecteur, DGI, collectivités territoriales, IGN,
- compléments topographiques sur la voirie : collectivités territoriales et IGN,
- composante adresse, localisation des plaques des adresses : collectivités territoriales et État (INSEE, IGN),
- limites administratives : l'IGN, et la DGI pour la géométrie, l'INSEE pour les codes géographiques des communes, sachant que les évolutions sont régies par des décisions prises par le ministère de l'intérieur.

Les services locaux de l'État devront envisager d'être partenaires des initiatives locales en ce domaine : leur besoin est réel, mais plus faible que celui des collectivités territoriales.

Le levé de corps de rue simplifié et sa diffusion sont sur l'initiative des collectivités territoriales en suivant un cahier des charge harmonisé. Par contre, lors des commandes de travaux topographiques qu'ils seront amenés à passer pour leur propre compte, les services de l'État - et les autres collectivités territoriales - devront respecter les cahiers des charges locaux en la matière, y compris les récolements, afin de conserver sa qualité au levé local.

L'unicité de chaque composante du référentiel amènera l'IGN, pour assurer son rôle d'intégrateur, à avoir accès aux données produites par les collectivités territoriales. La décomposition des prix de mise à disposition aux utilisateurs devra être transparente et faire apparaître les différents apports, notamment ceux de l'IGN et des collectivités territoriales. La recommandation d'un accès financièrement aisé (décision interministérielle) au référentiel devra d'abord être mise en œuvre par l'État et l'IGN, comme exemple à suivre par les collectivités territoriales.

Pour faciliter cette intégration, encourager les initiatives des collectivités territoriales et permettre le développement d'applications identiques entre les collectivités territoriales, des recommandations seront établies par le CNIG pour aider l'utilisation du levé de corps de rue simplifié.

Également des travaux sont à mener sur l'altimétrie (MNT, produits associés). Enfin, s'agissant de la vectorisation des plans minute de conservation du cadastre, une réflexion est à mener sur la nomenclature des données échangées, tenant compte des spécifications du RGE.

L'impact financier de ces propositions concerne l'IGN – orthophotographie haute résolution sur les territoires englobant les zones urbaines denses - et les collectivités territoriales pour le cadastre en mode vecteur, les compléments de la voirie et la localisation des plaques d'adresse. Les services locaux de l'État seront amenés à se positionner comme partenaires, au vu de leurs besoins.

Pour le levé de corps de rue simplifié, qui est à maîtrise d'ouvrage collectivités territoriales, l'IGN apportera un appui méthodologique et technique sur les aspects de géodésie. Des conventions de cofinancement pourront être montées localement.

Les actions complémentaires au travail du groupe de travail en zones urbaines denses qu'il conviendra de mener dans le cadre du CNIG par certains des acteurs, sont les suivantes :

- analyse des besoins en RGE au-delà des zones urbaines denses dans les zones agglomérées,
- réflexion sur le concept de modèle numérique d'élévation en zones urbaines denses incluant les aspects de zones à couvrir et de précision,
- rédaction du cahier des charges des levés de corps de rue simplifiés standard à destination des collectivités territoriales,
- complément de spécifications techniques à élaborer (voir section 7.2),
- évaluation financière complète des financements à mobiliser pour la réalisation du RGE en zones urbaines denses,
- clarification des concepts juridiques : co-édition – co-production, subvention par la dotation de l'IGN, contexte concurrentiel, notion de licences d'usage, conditions de diffusion, impact de la loi sur la société de l'information.